

Rapport
FINANCIER
SEMESTRIEL

31 décembre 2021



Pernod Ricard
Créateurs de convivialité

1. Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel	1
2. Rapport semestriel d'activité	2
2.1. Chiffres clés de l'activité.....	2
2.2. Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice	5
2.3. Perspectives.....	5
2.4. Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS.....	5
2.5. Principales transactions avec les parties liées.....	5
3. Comptes consolidés semestriels condensés	6
3.1. Compte de résultat consolidé	6
3.2. État du résultat global consolidé	7
3.3. Bilan consolidé.....	8
3.4. Variation des capitaux propres consolidés.....	9
3.5. Tableau des flux de trésorerie consolidé	11
3.6. Annexes aux comptes consolidés semestriels condensés	12
4. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	30

1. ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes consolidés condensés présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Alexandre Ricard
Président-Directeur Général

2. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

2.1. Chiffres clés de l'activité

Le chiffre d'affaires pour le S1 2021/22 s'élève à 5 959 millions d'euros, en **croissance interne de +17%** (+20% en facial), incluant un effet de change favorable principalement dû à l'appréciation du dollar américain et du yuan chinois par rapport à l'euro.

Le chiffre d'affaires S1 2021/22 est en croissance dans toutes les régions :

- **Amérique : +14%**, croissance très dynamique dans la région, en particulier aux Etats-Unis, au Brésil et dans le *Travel Retail*.
- **Asie/Reste du Monde : +16%**, excellente croissance tirée par la Chine, l'Inde et la Turquie.
- **Europe : +21%**, croissance exceptionnelle dans l'ensemble de la zone, avec un rebond notamment en Espagne, en France, dans le *Travel Retail* et poursuite d'une solide dynamique en Europe de l'Est.

La croissance des Marques Stratégiques Internationales et des Marques *Specialty* génère un **fort effet prix/mix** :

- **Marques Stratégiques Internationales : +19%**, **rebond généralisé** avec une forte progression pour l'ensemble des marques, notamment Jameson, Martell, Ballantine's, Absolut et Chivas Regal, toutes en croissance à deux chiffres.
- **Marques Stratégiques Locales : +14%**, progression principalement due au rebond des whiskies indiens Seagram's.
- **Marques Specialty : +21%**, **poursuite du dynamisme** des whiskies américains, de Malfy, Monkey 47, Redbreast, Lillet et du portefeuille agave.
- **Vins Stratégiques : -6%**, **premier semestre mitigé**, en raison principalement d'une baisse de la récolte en Nouvelle-Zélande.

L'effet prix/mix sur les Marques Stratégiques est fort, +6%.

Les innovations sont en très forte croissance, à +43%.

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre s'établit à 3 242 millions d'euros, en **croissance interne de +14%**, moins importante qu'au premier trimestre (+20%), en raison d'une base de comparaison plus élevée dans certains marchés.

2.1.1. Résultat Opérationnel Courant

Groupe (En millions d'euros)	31/12/2020	31/12/2021	Croissance faciale		Croissance interne ⁽¹⁾	
Chiffre d'affaires	4 985	5 959	974	20%	834	17%
Marge brute après coûts logistiques	3 021	3 640	619	20%	532	18%
Frais publi-promotionnels	(706)	(840)	(134)	19%	(111)	16%
Contribution après frais publi-promotionnels	2 315	2 801	485	21%	422	18%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	1 595	1 998	403	25%	355	22%

(1) à taux de change et périmètre constants (croissance interne)

Le Résultat Opérationnel Courant du S1 2021/22 s'établit à 1 998 millions d'euros, en croissance interne de +22%, avec un taux de marge opérationnelle courante en amélioration de +147pdb :

- **Le taux de marge brute est en hausse de +39pdb**, principalement dû à :
 - **Un fort effet prix dans l'ensemble des régions** et des économies générées par l'excellence opérationnelle,
 - qui viennent plus que compenser **des pressions inflationnistes sur les coûtants**, notamment sur les coûts logistiques et, sur les matières premières.
- **Un effet de décalage des frais publi-promotionnels**. Une accélération des dépenses est prévue au second semestre, avec un ratio de frais publi-promotionnels / chiffre d'affaires d'environ 16% sur l'exercice 2021/22
- **Les frais de structure en augmentation** pour accompagner la croissance et la transformation, notamment digitale du Groupe.
- **Un effet de change favorable sur le Résultat Opérationnel Courant de +39 millions d'euros**, dû à l'appréciation du dollar américain et du yuan chinois par rapport à l'euro, compensant une dépréciation significative de la livre turque.

Activité commerciale par zone géographique

Amérique (En millions d'euros)	31/12/2020	31/12/2021	Croissance faciale		Croissance interne ⁽¹⁾	
Chiffre d'affaires	1 402	1 638	235	17%	196	14%
Marge brute après coûts logistiques	909	1 070	161	18%	123	14%
Frais publi-promotionnels	(250)	(264)	(14)	6%	(7)	3%
Contribution après frais publi-promotionnels	659	806	147	22%	117	18%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	459	595	136	30%	110	24%

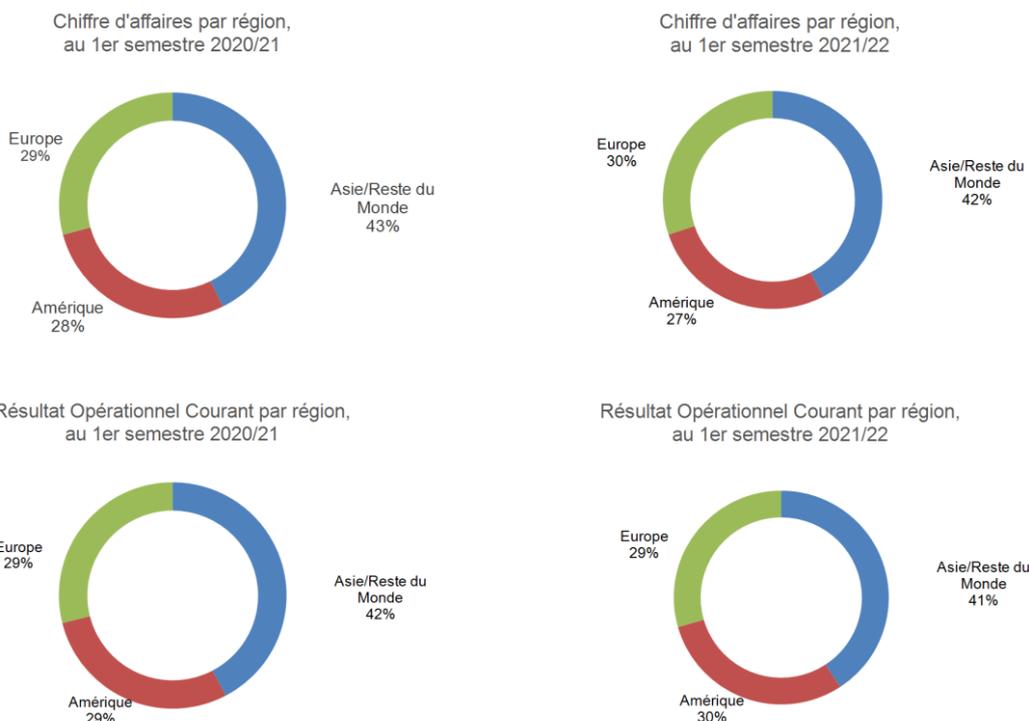
(1) à taux de change et périmètre constants (croissance interne)

Asie/Reste du Monde (En millions d'euros)	31/12/2020	31/12/2021	Croissance faciale		Croissance interne ⁽¹⁾	
Chiffre d'affaires	2 127	2 524	397	19%	338	16%
Marge brute après coûts logistiques	1 232	1 458	226	18%	198	16%
Frais publi-promotionnels	(291)	(361)	(70)	24%	(58)	20%
Contribution après frais publi-promotionnels	940	1 097	157	17%	140	15%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	674	814	140	21%	128	19%

(1) à taux de change et périmètre constants (croissance interne)

Europe (En millions d'euros)	31/12/2020	31/12/2021	Croissance faciale		Croissance interne ⁽¹⁾	
Chiffre d'affaires	1 456	1 797	341	23%	300	21%
Marge brute après coûts logistiques	881	1 112	231	26%	211	24%
Frais publi-promotionnels	(164)	(214)	(50)	31%	(46)	28%
Contribution après frais publi-promotionnels	717	898	181	25%	165	23%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	461	589	127	28%	117	25%

(1) à taux de change et périmètre constants (croissance interne)



2.1.2. Résultat net courant part du Groupe

En millions d'euros	31/12/2020	31/12/2021
Résultat opérationnel courant	1 595	1 998
Résultat financier courant	(151)	(102)
Impôt sur les bénéfices courant	(337)	(436)
Intérêts des minoritaires, résultat des activités abandonnées ou destinées à être cédées et quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences	(20)	(21)
RÉSULTAT NET COURANT PART DU GROUPE⁽¹⁾	1 087	1 438
RÉSULTAT NET COURANT PART DU GROUPE PAR ACTION APRES DILUTION (en euros)	4,16	5,51

(1) Résultat opérationnel courant après prise en compte des frais financiers courants, de l'impôt courant sur les sociétés, du résultat des sociétés mises en équivalence, ainsi que du résultat des activités abandonnées ou destinées à être cédées.

Le résultat net courant part du Groupe s'élève à 1 438 M€, en croissance faciale de +32% par rapport au S1 2020/21 avec :

- Une très forte amélioration du résultat financier compte tenu des refinancements récents (coût moyen de la dette à 2,2% soit -91bps).
- Une augmentation de l'impôt sur les bénéfices courants liée à la hausse du résultat opérationnel courant.
- L'impact relatif lié au programme de rachat d'actions de l'exercice en cours.

Dette nette

Un bilan très solide avec une excellente performance de trésorerie permettant :

- Des cash-out M&A pour poursuivre une gestion active du portefeuille (The Whisky Exchange, Sovereign Brands).
- 250 M€ de reprise du programme de rachat d'actions exécuté au premier semestre.
- Paiement d'un dividende de 820 M€ (+120 M€ par rapport à l'an passé de retour à un plus haut historique), et aligné sur une politique de paiement d'environ 50 %.

Le ratio Dette nette/EBITDA à taux moyens¹ est de 2,4 au 31 Décembre 2021

¹ Basé sur un taux moyen EUR/USD : 1,18 sur l'année calendaire 2021.

2.1.3. Résultat net part du Groupe

En millions d'euros	31/12/2020	31/12/2021
Résultat Opérationnel Courant	1 595	1 998
Autres produits et charges opérationnels	(61)	(2)
Résultat opérationnel	1 534	1 995
Résultat financier courant	(151)	(102)
Autres éléments financiers non courants	(103)	(32)
Impôts sur les sociétés	(294)	(452)
Résultat des activités abandonnées, part des participations ne donnant pas le contrôle et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalences	(20)	(19)
Résultat net part du Groupe	966	1 390

Le résultat net part du Groupe s'établit à 1390 M€, en forte progression de +44% compte tenu :

- De la hausse du Résultat Opérationnel Courant.
- Des éléments opérationnels non récurrents en baisse sur une base de comparaison élevée (coûts de réorganisation au premier semestre FY21 liés à l'adaptation opérationnelle).
- De la baisse des charges financières avec un coût historiquement bas des dettes.
- De la hausse de l'impôt sur les sociétés principalement tirée par la croissance du Résultat Opérationnel Courant.

2.2. Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe Pernod Ricard est confronté sont détaillés dans le chapitre « Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel, disponible sur le site de l'Autorité des Marchés Financiers et sur le site de Pernod Ricard.

2.3. Perspectives

Dans un environnement toujours volatil, avec des perturbations potentielles liées au Covid-19, **Pernod Ricard prévoit pour l'exercice 2021/2022 :**

La poursuite d'une forte dynamique des ventes avec une croissance diversifiée dans les régions, alimentée par le rebond du *On-Trade*, la résilience du *Off-Trade* et la reprise progressive du *Travel Retail*.

Une amélioration du taux de la marge opérationnelle courant reflétant le dynamisme des ventes, à un rythme plus modéré qu'au cours du premier semestre, avec une augmentation des investissements destinés à soutenir la dynamique de croissance.

La poursuite de la mise en œuvre du plan stratégique *Transform & Accelerate*, notamment la transformation digitale qui fera de Pernod Ricard une « plateforme de convivialité ».

Une forte génération cash, tout en augmentant les investissements dans les CAPEX et les stocks stratégiques.

Une accélération du programme de rachat d'actions, avec environ 250 millions d'euros additionnels (soit un total d'environ 750 M€ pour l'ensemble de l'exercice 2021/2022).

2.4. Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS

Les définitions et les rapprochements des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS sont décrits dans le rapport de gestion du Document d'enregistrement universel 2020/21.

2.5. Principales transactions avec les parties liées

Les informations relatives aux transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 6.6 « Parties liées » de l'annexe aux comptes consolidés semestriels condensés du présent document.

3. COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES

3.1. Compte de résultat consolidé

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2020	31/12/2021	Notes
Chiffre d'affaires	4 985	5 959	2
Coût des ventes	(1 964)	(2 319)	2
Marge brute après coûts logistiques	3 021	3 640	2
Frais publi-promotionnels	(706)	(840)	2
Contribution après frais publi-promotionnels	2 315	2 801	2
Frais de structure	(721)	(803)	
Résultat opérationnel courant	1 595	1 998	
Autres produits et charges opérationnels	(61)	(2)	3.1
Résultat opérationnel	1 534	1 995	
Charges financières	(265)	(154)	3.2
Produits financiers	12	20	3.2
Résultat financier	(254)	(135)	
Impôt sur les bénéfices	(294)	(452)	3.3
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	(2)	2	
Résultat net des activités poursuivies	984	1 411	
Résultat net des activités abandonnées ou destinées à être cédées	0	-	4.9
Résultat net	984	1 411	
Dont :			
• part des participations ne donnant pas le contrôle	18	21	
• part du Groupe	966	1 390	
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	3,71	5,34	3.4
Résultat net part du Groupe par action après dilution (en euros)	3,70	5,33	3.4

3.2. État du résultat global consolidé

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2020	31/12/2021
Résultat net de l'exercice	984	1 411
Éléments non recyclables		
Gains/(pertes) actuariels liés aux plans à prestations définies	10	19
<i>Montant comptabilisé en capitaux propres</i>	12	25
<i>Effets d'impôts</i>	(2)	(6)
Instruments de capitaux propres	178	(98)
<i>Pertes et gains latents comptabilisés en capitaux propres</i>	180	(100)
<i>Effets d'impôts</i>	(2)	1
Éléments recyclables		
Couvertures d'investissements nets	28	(15)
<i>Montant comptabilisé en capitaux propres</i>	41	(20)
<i>Effets d'impôts</i>	(13)	6
Couvertures de flux de trésorerie	6	2
<i>Montant comptabilisé en capitaux propres ⁽¹⁾</i>	8	3
<i>Effets d'impôts</i>	(3)	(1)
Différences de conversion	(339)	375
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôt	(117)	283
Résultat global de la période	866	1 693
Dont :		
• part Groupe	862	1 665
• part des participations ne donnant pas le contrôle	4	28

(1) Aucun impact recyclé dans le résultat net au titre de la période.

3.3. Bilan consolidé

Actif

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2021	31/12/2021	Notes
En valeurs nettes			
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles	10 725	11 038	4.1
<i>Goodwill</i>	5 505	5 819	4.1
Immobilisations corporelles	3 177	3 232	
Actifs financiers non courants	685	669	4.5
Titres mis en équivalence	36	217	
Instruments dérivés non courants	65	28	
Actifs d'impôt différé	1 623	1 687	3.3
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	21 816	22 690	
Actifs courants			
Stocks et encours	6 555	6 694	4.4
Créances clients et autres créances opérationnelles	1 126	2 233	
Actifs d'impôt exigible	141	77	
Autres actifs courants	413	353	4.4
Instruments dérivés courants	8	26	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 078	1 997	4.6
TOTAL ACTIFS COURANTS	10 321	11 380	
Actifs destinés à être cédés	11	0	4.9
TOTAL ACTIFS	32 147	34 070	

Passif

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2021	31/12/2021	Notes
Capitaux propres			
Capital	406	406	6.1
Primes d'émission	3 052	3 052	
Réserves et écarts de conversion	10 066	10 909	
Résultat net part du Groupe	1 305	1 390	
Capitaux propres Groupe	14 829	15 757	
Participations ne donnant pas le contrôle	246	265	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	15 075	16 022	
Passifs non courants			
Provisions non courantes	253	266	4.5
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	477	435	4.5
Passifs d'impôt différé	2 825	2 949	3.3
Emprunts obligataires part non courante	8 787	8 236	4.6
Dettes locatives non courantes	405	402	4.6
Autres passifs financiers non courants	108	94	4.6
Instruments dérivés non courants	0	3	4.7
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	12 854	12 385	
Passifs courants			
Provisions courantes	163	151	4.5
Dettes fournisseurs	2 337	2 976	
Passifs d'impôt exigible	282	423	3.3
Autres passifs courants	1 134	886	4.8
Emprunts obligataires part courante	70	785	4.6
Dettes locatives courantes	103	105	4.6
Autres passifs financiers courants	122	333	4.6
Instruments dérivés courants	6	4	4.7
TOTAL PASSIFS COURANTS	4 218	5 663	
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés	0	0	4.9
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	32 147	34 070	

3.4. Variation des capitaux propres consolidés

<i>En millions d'euros</i>	Capital	Primes	Réserves consolidées	Gains et pertes actuariels	Variations de juste valeur	Écarts de conversion	Actions d'autocontrôle	Capitaux propres – Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation d'ouverture au 01/07/2020	411	3 052	12 033	(431)	(79)	(333)	(684)	13 968	243	14 211
Résultat global de la période	-	-	966	10	184	(299)	-	862	4	866
Variation de capital	(5)	-	(519)	-	-	-	525	0	-	0
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	-	-	15	-	-	-	-	15	-	15
(Acquisition)/cession de titres d'autocontrôle	-	-	(39)	-	-	-	15	(25)	-	(25)
Ventes à réméré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes et acomptes attribués	-	-	(386)	-	-	-	-	(386)	(4)	(391)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Situation clôture au 31/12/2020	406	3 052	12 069	(421)	105	(631)	(144)	14 435	244	14 679

<i>En millions d'euros</i>	Capital	Primes	Réserves consolidées	Gains et pertes actuariels	Variations de juste valeur	Écarts de conversion	Actions d'autocontrôle	Capitaux propres – Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation d'ouverture 01/07/2021	406	3 052	12 075	(320)	70	(314)	(140)	14 829	246	15 075
Impacts de l'interprétation IFRIC sur IAS 19	-	-	7	-	-	-	-	7	-	7
Situation d'ouverture retraitée 01/07/2021	406	3 052	12 082	(320)	70	(314)	(140)	14 836	246	15 082
Résultat global de la période	-	-	1 390	19	(96)	353	-	1 665	28	1 693
Variation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	-	-	17	-	-	-	-	17	-	17
(Acquisition)/cession de titres d'autocontrôle	-	-	(27)	-	-	-	(265)	(292)	-	(292)
Ventes à réméré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes et acomptes attribués	-	-	(465)	-	-	-	-	(465)	(5)	(470)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts minoritaires	-	-	1	-	-	-	-	1	(4)	(3)
Autres mouvements	-	-	(5)	-	-	-	-	(5)	0	(5)
Situation clôture 31/12/2021	406	3 052	12 993	(301)	(26)	39	(405)	15 757	265	16 022

3.5. Tableau des flux de trésorerie consolidé

En millions d'euros	31/12/2020	31/12/2021	Notes
Trésorerie provenant des opérations d'exploitation			
Résultat net part du Groupe	966	1 390	
Participations ne donnant pas le contrôle	18	21	
Résultat des sociétés mises en équivalence, net des dividendes reçus	2	(2)	
(Produits)/charges financiers	254	135	
(Produits)/charges d'impôt	294	452	
Résultat des activités abandonnées	0	-	
Dotations aux amortissements d'immobilisations	179	189	
Variation nette des provisions	(31)	(22)	
Variation nette des pertes de valeur sur goodwill et immobilisations corporelles et incorporelles	6	-	
Variation de juste valeur des dérivés commerciaux	(3)	(3)	
Variations de juste valeur des actifs biologiques et investissements	(2)	0	
Résultat des cessions d'actifs	2	(3)	
Charges liées aux plans de stock-options	15	17	
Capacité d'autofinancement avant intérêts financiers et impôts	1 699	2 173	
Diminution/(augmentation) du besoin en fonds de roulement	(364)	(382)	5.1
Intérêts financiers versés	(222)	(141)	
Intérêts financiers reçus	10	20	
Impôts versés/reçus	(135)	(191)	
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION	988	1 478	
Trésorerie provenant des opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(174)	(177)	
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	21	20	
Variation du périmètre de consolidation	0	0	
Acquisitions d'immobilisations financières et d'activités	(46)	(471)	5.2
Cessions d'immobilisations financières et d'activités	13	7	5.2
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(186)	(622)	
Trésorerie provenant des opérations de financement			
Dividendes et acomptes versés	(699)	(820)	
Autres variations des capitaux propres	0	0	
Émissions ou souscriptions d'emprunts	1 774	689	5.3
Remboursements d'emprunts	(1 782)	(492)	5.3
Remboursements de dettes locatives	(44)	(55)	
(Acquisitions)/cessions de titres d'autocontrôle	(25)	(292)	
Autres opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle	0	-	
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT	(776)	(970)	
Trésorerie des activités destinées à être cédées	-	-	
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE LA TRESORERIE (AVANT EFFET DEVICES)	26	(114)	
Incidence des écarts de conversion	(6)	33	
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE LA TRESORERIE (APRES EFFET DEVICES)	20	(81)	
TRESORERIE NETTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 935	2 078	
TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	1 955	1 997	

3.6. Annexes aux comptes consolidés semestriels condensés

Pernod Ricard SA est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Elle a son siège au 5, cours Paul Ricard à Paris VIII^e arrondissement et est cotée sur Euronext. Les comptes consolidés semestriels condensés reflètent la situation comptable de Pernod Ricard et de ses filiales (le « Groupe »). Ils sont présentés en millions d'euros arrondis au million le plus proche.

Le Groupe exerce ses activités dans la production et vente de vins et spiritueux.

Le Conseil d'Administration a arrêté, le 09 février 2022, les comptes consolidés semestriels au 31 décembre 2021.

Note 1. Principes et méthodes comptables et faits marquants

Note 1.1. Principes et méthodes comptables

1. Principes de préparation des comptes consolidés et référentiel comptable

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE 1606/2002, les comptes consolidés semestriels condensés du Groupe au titre de la période close le 31 décembre 2021 ont été établis conformément à la norme IAS 34 (Information financière intermédiaire) du référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Le Groupe n'a anticipé aucune norme, amendement ou interprétation du référentiel IFRS publiés par l'IASB mais en cours d'adoption ou d'application non obligatoire au 31 décembre 2021.

Il convient de noter que :

- l'exercice de référence du Groupe s'étale du 1er juillet au 30 juin ;
- les comptes consolidés semestriels condensés sont établis suivant les mêmes principes et méthodes comptables que ceux retenus pour les comptes consolidés annuels au 30 juin 2021, sous réserve des évolutions du référentiel comptable présentées au paragraphe 1.1.3 ci-dessous ;
- les comptes consolidés semestriels condensés n'incluent pas toutes les informations requises lors de l'établissement de comptes consolidés annuels et doivent être lus en corrélation avec les comptes consolidés annuels au 30 juin 2021.

Estimations — L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction du Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et charges au cours de l'exercice. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Au 31 décembre 2021, la direction n'a pas connaissance d'éléments susceptibles de remettre en cause les estimations et les hypothèses retenues pour l'établissement des comptes consolidés annuels au 30 juin 2021.

Jugements — En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la Direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables dans le cadre de l'établissement des états financiers.

2. Saisonnalité

Les ventes des vins et spiritueux sont traditionnellement affectées par un facteur de saisonnalité, en particulier les produits associés aux fêtes de fin d'année dans des marchés clés. Ainsi, les ventes des six premiers mois de l'exercice sont généralement plus élevées que celles des six derniers mois.

3. Evolution du référentiel comptable

Le Groupe a finalisé au cours du premier semestre le calcul des impacts liés à la décision publiée par l'IFRIC en avril 2021 relative à IAS 19 Avantages du personnel et portant sur l'allocation des avantages du personnel aux périodes de service. Cette décision clarifie la période d'attribution des avantages du personnel pour répartir la charge IAS 19.

Cette décision n'impacte que certains plans, principalement en France, et a pour effet de réduire de 10 millions d'euros (avant impôt différé) le montant de l'engagement de retraite provisionné dans les comptes consolidés du Groupe, et n'a pas d'effet matériel sur le coût des services rendus comptabilisés de façon annuelle. L'impact de cette décision étant relativement peu matériel, le Groupe n'a pas retraité ses états financiers des périodes passées, et a comptabilisé ce montant directement dans les réserves consolidées du Groupe. L'effet de cette décision sur les capitaux propres Groupe est identifié séparément dans la note 3.4 – Variations des capitaux propres consolidés de la période.

Les effets de la décision d'agenda de l'IFRS IC publiée en avril 2021 relative à IAS 38 « Immobilisations incorporelles » et portant sur la comptabilisation des coûts de configuration et de personnalisation des logiciels mis à disposition dans le cloud dans le cadre de contrats Software as a Service, sont toujours en cours d'analyse par le Groupe.

Le Groupe applique à compter du 1er juillet 2021 les amendements aux normes IFRS 9, IAS39, IFRS7, IFRS 4 et IFRS 16 dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence phase 2, qui ont été publiés par l'IASB en août 2020 et adopté par l'Union européenne. Le Groupe a finalisé les négociations avec les contreparties afin d'effectuer la transition vers les nouveaux indices pour les devises concernées au 31 décembre 2021 (GBP, CHF, JPY et EUR). A la clôture, l'exposition du Groupe relative aux instruments financiers indexés sur des taux variables dont la maturité est supérieure à la date de mise en œuvre de la réforme est limitée.

Note 1.2. Faits marquants de l'exercice

1.1. Acquisitions et cessions d'activités

Au cours du premier semestre, le Groupe a poursuivi sa stratégie en renforçant ses positions notamment par le biais de partenariats/acquisitions de marques super et ultra-premium sur des catégories en plein essor à l'image de la prise de participation minoritaire dans la société Sovereign Brands propriétaire notamment de la marque de Rhum Bumbu et de la marque de vin effervescent français Luc Belaire. Le Groupe a également renforcé ses positions dans le e-commerce via l'acquisition à 100% de The Whisky Exchange.

Dans le cadre de la stratégie de gestion dynamique de son portefeuille de marques, le Groupe a également procédé à la cession de la marque d'Armagnac Montesquiou en France.

1.2. Émissions et remboursements obligataires

Pernod Ricard SA a procédé le 4 octobre 2021 à une émission obligataire de 500 millions d'euros à 8 ans, portant intérêts au taux annuel fixe de 0,125%.

Le 21 octobre 2021, Pernod Ricard SA a remboursé en totalité une obligation de 500 millions d'euros portant un coupon de 1,875 % arrivant à échéance en septembre 2023 conformément à la clause de remboursement optionnel prévue dans les termes et conditions de cette obligation.

Ce remboursement par anticipation a donné lieu au paiement d'une soulte exceptionnelle (dite *make-whole call*) de 24 millions d'euros.

Note 2. Information sectorielle

Le Groupe est centré autour d'une seule activité, la vente et production de vins et spiritueux, et est organisé en trois secteurs opérationnels qui sont les zones géographiques : Amérique, Europe et Asie/Reste du Monde.

La Direction du Groupe évalue la performance des secteurs opérationnels à partir du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant, défini comme la marge brute après coûts logistiques, diminuée des investissements publi-promotionnels et des frais de structure. Les secteurs présentés sont identiques à ceux figurant dans l'information fournie à la Direction Générale, notamment pour l'analyse de la performance.

Les éléments de résultat et de bilan sont répartis entre les secteurs sur la base de la destination des ventes ou des profits. Les données par secteur opérationnel suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les comptes consolidés. Les transferts entre secteurs sont réalisés à des prix de marché.

Europe (En millions d'euros)	31/12/2020	31/12/2021	Variation (M€)	Variation (%)
Chiffre d'affaires	1 456	1 797	341	23%
Marge brute après coûts logistiques	881	1 112	231	26%
Frais publi-promotionnels	(164)	(214)	(50)	31%
Contribution après frais publi-promotionnels	717	898	181	25%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	461	589	127	28%

Amérique (En millions d'euros)	31/12/2020	31/12/2021	Variation (M€)	Variation (%)
Chiffre d'affaires	1 402	1 638	235	17%
Marge brute après coûts logistiques	909	1 070	161	18%
Frais publi-promotionnels	(250)	(264)	(14)	6%
Contribution après frais publi-promotionnels	659	806	147	22%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	459	595	136	30%

Asie/Reste du Monde (En millions d'euros)	31/12/2020	31/12/2021	Variation (M€)	Variation (%)
Chiffre d'affaires	2 127	2 524	397	19%
Marge brute après coûts logistiques	1 232	1 458	226	18%
Frais publi-promotionnels	(291)	(361)	(70)	24%
Contribution après frais publi-promotionnels	940	1 097	157	17%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	674	814	140	21%

Groupe (En millions d'euros)	31/12/2020	31/12/2021	Variation (M€)	Variation (%)
Chiffre d'affaires	4 985	5 959	974	20%
Marge brute après coûts logistiques	3 021	3 640	619	20%
Frais publi-promotionnels	(706)	(840)	(134)	19%
Contribution après frais publi-promotionnels	2 315	2 801	485	21%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	1 595	1 998	403	25%

Ventilation du chiffre d'affaires

	31/12/2020 publié	31/12/2020 retraité	31/12/2021	Variation (M€)	Variation (%)
<i>En millions d'euros</i>					
Marques Stratégiques Internationales	3 190	3 190	3 896	706	22%
Marques Stratégiques Locales	873	873	1 003	130	15%
Vins Stratégiques	239	273	267	(6)	-2%
Spécialités	249	249	304	55	22%
Autres produits	435	401	490	89	22%
TOTAL	4 985	4 985	5 959	974	20%

Depuis l'exercice 2021/2022, le segment « Vins stratégiques » a évolué pour refléter la stratégie et la priorisation de nos vins. Cette évolution de segmentation a été appliquée à la période close au 31 décembre 2020 à des fins de comparaison.

Note 3. Notes relatives au compte de résultat

Note 3.1. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont détaillés ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2020	31/12/2021
Pertes de valeur d'actifs corporels et incorporels	(4)	-
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs et frais d'acquisition	(2)	(2)
Charges nettes de restructuration et de réorganisation	(54)	(8)
Litiges et risques	0	(2)
Autres produits et charges opérationnels non courants	(2)	9
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	(61)	(2)

Au 31 décembre 2021, les autres produits et charges opérationnels se composent principalement :

- De charges de restructuration pour 8 millions d'euros liées à divers projets de réorganisation.
- D'un produit de 9 millions d'euros lié à des débouchements positifs de litiges et risques.

Note 3.2. Résultat financier

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2020	31/12/2021
Charges de la dette financière nette	(144)	(108)
Charges financières sur dettes locatives	(7)	(6)
Produits d'intérêts de la dette financière nette	10	20
Coût de la dette financière nette	(140)	(94)
Commissions de structuration et de placement	(2)	(1)
Impact financier net des retraites et avantages assimilés	(10)	(7)
Autres produits et charges financiers courants, nets	1	(0)
Résultat financier courant	(151)	(102)
Résultat de change	(31)	(8)
Autres éléments financiers non courants	(72)	(24)
RÉSULTAT FINANCIER TOTAL	(254)	(135)

Au 31 décembre 2021, le coût de la dette financière nette provient principalement des charges financières relatives aux emprunts obligataires pour 95 millions d'euros.

Le résultat financier est par ailleurs impacté des coûts liés au rachats anticipé de dette obligataire détaillé dans la Note 1.2 – *Faits marquants de la période* pour (24) millions d'euros, d'effets de change négatifs pour (8) millions d'euros, et de l'impact net des retraites et avantages assimilés pour (7) millions d'euros.

Note 3.3. Impôt sur les bénéfices

Analyse de la charge d'impôt

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2020	31/12/2021
Impôt exigible	(266)	(388)
Impôt différé	(28)	(64)
TOTAL	(294)	(452)

Analyse du taux d'impôt effectif

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2020	31/12/2021
Résultat opérationnel	1 534	1 995
Résultat financier	(254)	(135)
Base d'imposition	1 280	1 860
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur en France	(410)	(529)
Effet des écarts de taux d'imposition par juridiction	157	135
Impact fiscal lié aux variations de taux de change	(2)	(5)
Réestimation des impôts différés liée à des changements de taux	4	(5)
Incidence des reports déficitaires utilisés/non reconnus	(0)	2
Incidence sur la charge d'impôt du résultat taxé à taux réduit/majoré	(0)	0
Impôts sur distributions	(20)	(18)
Autres impacts	(23)	(34)
CHARGE D'IMPOT EFFECTIVE	(294)	(452)
TAUX EFFECTIF D'IMPOT	23%	24%

Les impôts différés se décomposent ainsi par nature :

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2021	31/12/2021
Marges en stocks	111	123
Écarts d'évaluation sur actifs et passifs	13	12
Provisions pour retraites	78	73
Actifs d'impôt différé lié aux déficits reportables	913	908
Provisions (hors provisions pour retraites) et autres	509	570
TOTAL ACTIFS D'IMPOT DIFFERE	1 623	1 687
Amortissements dérogatoires	175	181
Écarts d'évaluation sur actifs et passifs	2 469	2 561
Actifs de couverture sur retraites et autres	181	207
TOTAL PASSIFS D'IMPOT DIFFERE	2 825	2 949

Les passifs d'impôt exigible du Groupe se répartissent comme suit :

<i>(En millions d'euros)</i>	30/06/2021	31/12/2021
Autres passifs d'impôt exigible	166	305
Positions fiscales incertaines	117	119
TOTAL PASSIF D'IMPOT EXIGIBLE	282	423

Note 3.4. Résultat par action

	31/12/2020	31/12/2021
Numérateur (en millions d'euros)		
Résultat net part du Groupe	966	1 390
Dénominateur (en nombre d'actions)		
Nombre moyen d'actions en circulation	260 661 241	260 220 390
Effet dilutif des attributions d'actions de performance	737 779	512 863
Effet dilutif des <i>stock-options</i> et options de souscription	78 621	96 013
Nombre moyen d'actions en circulation après dilution	261 477 642	260 829 265
Résultat par action (en euros)		
Résultat net part du Groupe par action de base	3,71	5,34
Résultat net part du Groupe par action après dilution	3,70	5,33

Note 4. Notes relatives au bilan

Note 4.1. Immobilisations incorporelles et goodwill

En millions d'euros	Mouvements de l'exercice						31/12/2021
	30/06/2021	Acquisitions	Dotations	Cessions	Écarts de change	Autres mouvements	
<i>Goodwill</i>	5 642	161	-	-	154	0	5 957
Marques	12 894	23	-	(0)	357	(0)	13 273
Autres immobilisations incorporelles	541	46	-	(57)	11	53	593
VALEURS BRUTES	19 077	230	-	(57)	521	53	19 823
<i>Goodwill</i>	(137)	-	-	-	(1)	(0)	(138)
Marques	(2 369)	-	-	-	(91)	-	(2 460)
Autres immobilisations incorporelles	(341)	-	(25)	57	(6)	(53)	(368)
AMORTISSEMENTS/DEPRECIATIONS	(2 847)	-	(25)	57	(98)	(53)	(2 966)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES	16 230	230	(25)	(0)	424	(0)	16 857

Les goodwill sont principalement issus des acquisitions d'Allied Domecq en juillet 2005 et de Vin&Sprit (« V&S ») en juillet 2008. Les principales marques valorisées au bilan sont : Absolut, Ballantine's, Beefeater, Chivas Regal, Kahlúa, Malibu, Martell et Brancott Estate, lesquelles ont été, pour l'essentiel, reconnues lors des acquisitions des sociétés Seagram, Allied Domecq et V&S.

La variation des marques et goodwill est essentiellement liée aux évolutions de change.

Note 4.2. Stocks et encours

La répartition des stocks et encours de production à la clôture est la suivante :

En millions d'euros	Mouvements de l'exercice					31/12/2021
	30/06/2021	Variation des valeurs brutes	Variation des dépréciations	Écarts de change	Autres mouvements	
Matières premières	177	15	-	4	1	198
Encours de biens	5 486	8	-	61	(1)	5 554
Stocks de marchandises	646	21	-	8	-	675
Produits finis	331	(24)	-	8	33	348
VALEURS BRUTES	6 641	20	-	81	33	6 775
Matières premières	(16)	-	1	(0)	(0)	(15)
Encours de biens	(29)	-	3	(0)	-	(26)
Stocks de marchandises	(23)	-	(0)	(1)	-	(25)
Produits finis	(17)	-	3	(0)	-	(14)
DEPRECIATIONS	(86)	-	7	(2)	(0)	(81)
STOCKS NETS	6 555	20	7	79	33	6 694

Au 31 décembre 2021, les encours de biens sont constitués à 82% de stocks à vieillissement essentiellement destinés à la production de whisky et de cognac. Le Groupe ne connaît pas de dépendance significative vis-à-vis de ses fournisseurs.

Note 4.3. Transferts d'actifs financiers

Au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2021/22, le Groupe a poursuivi ses programmes de cession de créances sur diverses filiales ayant donné lieu à des encours de créances cédées de 919 millions d'euros au 31 décembre 2021 et de 592 millions d'euros au 30 juin 2021. La quasi-totalité des risques et avantages ayant été transférée, les créances ont été décomptabilisées.

Actifs décomptabilisés avec implication continue

En millions d'euros	Valeur comptable de l'implication continue				Juste valeur de l'implication continue	Exposition maximale
	Coût amorti	Détenu jusqu'à l'échéance	Disponible à la vente	Passifs financiers à la juste valeur		
Implication continue						
Dépôt de garantie affacturage et titrisation	11	-	11	-	11	11

Note 4.4. Autres actifs courants

Les autres actifs courants sont détaillés ci-dessous :

En millions d'euros	30/06/2021	31/12/2021
Avances et acomptes versés	39	42
Créances d'impôts et taxes, hors impôts sur les résultats	258	207
Charges constatées d'avance	88	74
Autres créances	28	30
TOTAL	413	353

Note 4.5. Provisions

1. Détail des soldes de clôture

La répartition des provisions pour risques et charges à la clôture est la suivante :

En millions d'euros	30/06/2021	31/12/2021
Provisions non courantes		
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	477	435
Autres provisions pour risques et charges non courantes	253	266
Provisions courantes		
Provisions pour restructuration	50	31
Autres provisions pour risques et charges courantes	113	121
TOTAL	893	852

Certaines sociétés du Groupe sont engagées dans des litiges dans le cadre normal de leurs activités. Par ailleurs, celles-ci font également l'objet de contrôles fiscaux dont certains peuvent donner lieu à redressement. Les principaux litiges sont décrits en Note 6.5 – *Litiges*.

Au 31 décembre 2021, le montant des provisions enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges ou risques dans lesquels il est impliqué s'élève à 387 millions d'euros, hors positions fiscales incertaines comptabilisées en passif d'impôt exigible. Le Groupe n'en fournit pas le détail (sauf exception), considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

2. Variations des provisions (hors provisions pour pensions et indemnités de retraites)

En millions d'euros	Mouvements de l'exercice							31/12/2021
	30/06/2021	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reclassement	Entrée de périmètre	Effet de change	
Provisions pour restructuration	50	3	19	4	-	-	0	31
Autres provisions courantes	113	11	3	2	0	-	1	121
Autres provisions non courantes	253	21	1	13	0	-	6	266
TOTAL DES PROVISIONS	416	35	24	19	0	-	7	417

3. Provisions pour retraites

Le Groupe accorde des avantages en matière de retraite et d'indemnités de fin de carrière et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, de type couverture maladie et assurance-vie :

- en France, les engagements sont composés essentiellement de régimes pour départs à la retraite (non financés) et de retraites complémentaires (pour partie financées) ;
- aux États-Unis et au Canada, les engagements sont composés de plans de retraite garantis aux salariés (financés) ainsi que de régimes d'assurance médicale post-emploi (non financés) ;
- en Irlande, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, les engagements sont essentiellement liés aux plans de retraite accordés aux salariés.

Le tableau ci-dessous présente une réconciliation de la provision entre le 30 juin 2021 et le 31 décembre 2021 :

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2021	31/12/2021
(Actif)/Passif net comptabilisé à l'ouverture	341	192
Impacts de l'interprétation IFRIC sur IAS 19	N/A	(10)
Charges sur l'exercice	58	29
(Gains)/pertes actuariels ⁽¹⁾	(126)	(25)
Cotisations de l'employeur	(47)	(37)
Variation de périmètre	(0)	-
Écarts de change	(18)	1
(Actif)/Passif net comptabilisé à la clôture	192	150
Montant reconnu à l'actif	(285)	(284)
MONTANT DE LA PROVISION AU PASSIF	477	435

(1) Comptabilisés en "Autres éléments du résultat global".

Au 31 décembre 2021, les 284 millions d'euros de plan en surplus liés aux engagements sociaux sont comptabilisés en Actifs financiers non courants qui s'élèvent à 669 millions d'euros.

La charge nette comptabilisée au compte de résultat au titre des engagements de retraite et avantages assimilés se détaille de la façon suivante :

	31/12/2020	31/12/2021
Avantages accumulés durant l'exercice	24	23
Intérêts sur la provision	3	1
Frais/taxes/primes	5	4
Impact des modifications de régimes/réductions de droits futurs	(8)	-
Impact des liquidations d'engagements	0	-
Charge / (Produit) nette comptabilisée au résultat	24	29

Note 4.6. Passifs financiers

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par le Groupe correspond au total de l'endettement financier brut (converti au cours de clôture), tenant compte des dettes locatives et des instruments dérivés en couverture de juste valeur et en couverture d'actifs nets en devises (couverture d'investissements nets et assimilés), diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

1. Analyse de l'endettement financier net par nature et maturité

En millions d'euros	30/06/2021			31/12/2021		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Emprunts obligataires	70	8 787	8 857	785	8 236	9 021
Crédit syndiqué	-	-	-	-	-	-
Titres négociables à court terme	7	-	7	170	-	170
Autres emprunts et dettes financières	115	108	222	163	94	258
Autres passifs financiers	122	108	229	333	94	428
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	192	8 894	9 086	1 118	8 330	9 448
Instruments dérivés actifs en couverture de juste valeur	-	(22)	(22)	(10)	(4)	(14)
Instruments dérivés passifs en couverture de juste valeur	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés en couverture de juste valeur	-	(22)	(22)	(10)	(4)	(14)
Instruments dérivés actifs en couverture d'investissement net	-	(43)	(43)	-	(22)	(22)
Instruments dérivés passifs en couverture d'investissement net	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés en couverture d'investissement net	-	(43)	(43)	-	(22)	(22)
ENDETTEMENT FINANCIER APRES COUVERTURES	192	8 830	9 022	1 108	8 305	9 413
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 078)	-	(2 078)	(1 997)	-	(1 997)
Endettement financier net hors dette locative	(1 886)	8 830	6 944	(889)	8 305	7 416
Dettes locatives	103	405	508	105	402	507
ENDETTEMENT FINANCIER NET	(1 783)	9 235	7 452	(784)	8 707	7 923

2. Répartition de l'endettement hors dettes locatives par devise avant et après prise en compte des instruments de couverture de change au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2021

30/06/2021 (en millions d'euros)	Endettement financier brut	Incidence des couvertures	Dettes après couverture	Disponibilités	Dettes nettes après couverture	% dette après couverture	% dette nette après couverture
EUR	5 350	135	5 484	(1 273)	4 211	61%	61%
USD	3 677	(119)	3 558	(36)	3 522	39%	51%
GBP	-	12	12	(30)	(18)	0%	0%
SEK	2	(72)	(70)	(38)	(108)	-1%	-2%
Autres devises	57	(19)	37	(700)	(663)	0%	-10%
ENDETTEMENT FINANCIER PAR DEVISE	9 086	(64)	9 022	(2 078)	6 944	100%	100%

31/12/2021 (en millions d'euros)	Endettement financier brut	Incidence des couvertures	Dettes après couverture	Disponibilités	Dettes nettes après couverture	% dette après couverture	% dette nette après couverture
EUR	5 512	262	5 774	(1 100)	4 674	61%	63%
USD	3 841	(95)	3 747	(73)	3 674	40%	50%
GBP	27	-	27	(66)	(40)	0%	-1%
SEK	2	(131)	(129)	(41)	(170)	-1%	-2%
Autres devises	66	(72)	(6)	(716)	(722)	0%	-10%
ENDETTEMENT FINANCIER PAR DEVISE	9 448	(35)	9 413	(1 997)	7 416	100%	100%

3. Répartition de la dette hors dettes locatives à taux fixe/taux variable avant et après prise en compte des instruments de couverture de taux au 30 juin 2021 et 31 décembre 2021

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2021				31/12/2021			
	Dette avant couverture		Dette après couverture		Dette avant couverture		Dette après couverture	
Dette fixe	8 975	99%	8 302	92%	9 242	98%	8 536	91%
Dette variable encadrée	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette variable	47	1%	720	8%	171	2%	877	9%
ENDETTEMENT FINANCIER APRES COUVERTURE PAR NATURE DE TAUX	9 022	100%	9 022	100%	9 413	100%	9 413	100%

Au 31 décembre 2021 avant toute couverture, 98 % de la dette brute du Groupe est à taux fixe et 2 % à taux variable. Après couverture, la part à taux variable est de 9 %.

4. Échéancier des passifs financiers au 30 juin 2021 et 31 décembre 2021

Le tableau ci-dessous présente les échéances de flux de trésorerie futurs (nominal et intérêts) liés aux passifs financiers. Les flux d'intérêts variables ont été estimés avec des taux fixés au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2021.

30/06/2021	Valeur	Flux	6 à	1 à	2 à	3 à	4 à	5 à	> 5 ans
<i>En millions d'euros</i>	au bilan	contractuels	< 6 mois	12 mois	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	> 5 ans
Nominal	-	(9 061)	(63)	(60)	(690)	(1 017)	(1 667)	(1 122)	(4 442)
Intérêts	-	(1 856)	(87)	(95)	(168)	(154)	(144)	(119)	(1 088)
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	(9 086)	(10 917)	(151)	(155)	(858)	(1 171)	(1 811)	(1 241)	(5 531)
DETTES LOCATIVES	(508)	(572)	(42)	(69)	(90)	(66)	(56)	(47)	(202)
<i>Cross currency swaps</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flux à payer	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flux à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés passifs	(6)	(6)	(6)	-	-	-	-	-	-
INSTRUMENTS DERIVES PASSIFS	(6)	(6)	(6)	-	-	-	-	-	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	(9 600)	(11 495)	(199)	(224)	(948)	(1 236)	(1 867)	(1 288)	(5 733)

31/12/2021	Valeur	Flux	6 à	1 à	2 à	3 à	4 à	5 à	> 5 ans
<i>En millions d'euros</i>	au bilan	contractuels	< 6 mois	12 mois	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	> 5 ans
Nominal	-	(9 434)	(283)	(758)	(513)	(663)	(1 013)	(1 143)	(5 061)
Intérêts	-	(1 824)	(98)	(81)	(149)	(149)	(135)	(116)	(1 095)
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	(9 448)	(11 258)	(381)	(839)	(662)	(812)	(1 149)	(1 258)	(6 156)
DETTES LOCATIVES	(507)	(570)	(43)	(71)	(87)	(68)	(58)	(48)	(194)
<i>Cross currency swaps</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flux à payer	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Flux à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés passifs	(7)	(7)	(7)	-	-	-	-	-	-
INSTRUMENTS DERIVES PASSIFS	(7)	(7)	(7)	-	-	-	-	-	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	(9 962)	(11 834)	(431)	(910)	(750)	(880)	(1 207)	(1 306)	(6 351)

5. Lignes de crédit

Au 31 décembre 2021, les lignes de crédit sont composées du crédit syndiqué multidevises de 2 500 millions d'euros et de lignes de crédit bilatérales pour un montant de €860 millions d'euros. Ces lignes de crédit ne font pas l'objet de tirages.

6. Emprunts obligataires

Montant nominal	Taux d'intérêt	Date d'émission	Échéance	Valeur au bilan au 31/12/2021 En millions d'euros
800 MUSD	4,25%	12/01/2012	15/07/2022	725
500 MEUR	0,00%	24/10/2019	24/10/2023	499
650 MEUR	2,13%	29/09/2014	27/09/2024	652
250 MEUR	1,13%	27/04/2020	07/04/2025	255
750 MEUR	1,13%	01/04/2020	07/04/2025	751
600 MEUR	1,50%	17/05/2016	18/05/2026	604
600 MUSD	3,25%	08/06/2016	08/06/2026	531
500 MEUR	0,50%	24/10/2019	24/10/2027	498
600 MUSD	1,25%	01/10/2020	01/04/2028	527
500 MEUR	0,13%	04/10/2021	04/10/2029	490
250 MEUR	1,75%	27/04/2020	08/04/2030	266
750 MEUR	1,75%	01/04/2020	08/04/2030	754
900 MUSD	1,63%	01/10/2020	01/04/2031	788
500 MEUR	0,88%	24/10/2019	24/10/2031	494
850 MUSD	5,50%	12/01/2012	15/01/2042	757
500 MUSD	2,75%	01/10/2020	01/10/2050	430
TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES				9 021

Note 4.7. Instruments financiers

<i>En millions d'euros</i>	Ventilation par classification comptable						30/06/2021	
	Niveau d'évaluation	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Actifs au coût amorti	Passifs au coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur	
Actif								
Instruments de capitaux propres	Niveau 1 et 3	-	286	-	-	286	286	
Cautions, dépôts, prêts et créances sur participations		-	-	106	-	106	106	
Créances clients et autres créances opérationnelles		-	-	1 126	-	1 126	1 126	
Autres actifs courants		-	-	413	-	413	413	
Instruments dérivés actifs	Niveau 2	29	43	-	-	72	72	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	2 078	-	-	-	2 078	2 078	
Passif								
Emprunts obligataires		-	-	-	8 857	8 857	9 399	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		-	-	-	229	229	229	
Dettes locatives		-	-	-	508	508	508	
Instruments dérivés passifs	Niveau 2	6	-	-	-	6	6	

<i>En millions d'euros</i>	Ventilation par classification comptable						31/12/2021	
	Niveau d'évaluation	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Actifs au coût amorti	Passifs au coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur	
Actif								
Instruments de capitaux propres	Niveau 1 et 3	-	237	-	-	237	237	
Cautions, dépôts, prêts et créances sur participations		-	-	140	-	140	140	
Créances clients et autres créances opérationnelles		-	-	2 233	-	2 233	2 233	
Autres actifs courants		-	-	367	-	367	367	
Instruments dérivés actifs	Niveau 2	32	22	-	-	54	54	
Trésorerie et équivalent de trésorerie	Niveau 1	1 997	-	-	-	1 997	1 997	
Passif								
Emprunts obligataires		-	-	-	9 021	9 021	9 435	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		-	-	-	428	428	428	
Dettes locatives		-	-	-	507	507	507	
Instruments dérivés passifs	Niveau 2	7	-	-	-	7	7	

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- dette : la juste valeur de la dette est déterminée pour chaque emprunt en actualisant les flux de trésorerie futurs sur la base des taux de marché à la clôture corrigés du risque de crédit du Groupe. Pour les emprunts et concours bancaires à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable ;
- emprunts obligataires : la liquidité de marché a permis de valoriser les emprunts obligataires à leur juste valeur en utilisant le cours de cotation ;
- autres passifs financiers à long terme : la juste valeur des autres passifs financiers à long terme a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs relatifs à chaque emprunt à un taux d'intérêt prenant en considération le risque de crédit du Groupe fixé à la date de clôture ;
- instruments dérivés : la valeur de marché des instruments présents dans les livres à la clôture a été déterminée sur la base d'informations de marché disponibles, en utilisant des modèles de valorisation courants.

Les niveaux de hiérarchie des justes valeurs suivants sont définis conformément à la norme révisée IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » :

- niveau 1 : juste valeur fondée sur des prix cotés sur un marché actif ;
- niveau 2 : juste valeur évaluée grâce à des données de marché observables (autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1) ;
- niveau 3 : juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

En application de la norme IFRS 13, les dérivés ont été valorisés en prenant en compte le calcul de la *credit valuation adjustment* (CVA) et de la *debt valuation adjustment* (DVA). L'évaluation est basée sur les données historiques (*rating* de nos banques contreparties et probabilité de défaut). Au 31 décembre 2021, l'impact est non significatif.

Note 4.8. Autres passifs courants

Les autres passifs courants sont détaillés ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2021	31/12/2021
Dettes fiscales et sociales	718	823
Autres passifs courants	416	64
TOTAL	1134	886

La diminution des autres passifs courants au 31 décembre 2021 s'explique principalement par le paiement de l'acompte sur dividendes de 347 millions d'euros le 7 juillet 2021. La majorité de ces autres passifs courants présentent une échéance inférieure à un an.

Note 4.9. Actifs destinés à être cédés et passifs liés

Le groupe ne détient pas d'actifs ou de passifs destinés à la vente significatifs selon les termes d'IFRS 5 au 31 décembre 2021.

Note 5. Notes sur le tableau des flux de trésorerie

1. Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement a augmenté de +382 millions d'euros. Sa variation se décompose comme suit :

- augmentation des stocks : + 27 millions d'euros ;
- augmentation des créances d'exploitation : +1 047 millions d'euros ;
- augmentation des dettes d'exploitation et autres : (511) millions d'euros ;
- autres mouvements : (181) millions d'euros.

2. Acquisitions d'immobilisations financières et d'activités

Les acquisitions d'immobilisations financières et d'activités nettes des cessions ont généré un impact de (464) millions d'euros, principalement lié aux acquisitions et cessions d'activités de la période, notamment liées aux opérations décrites dans le paragraphe 1.1 de la Note 1.2 – *Faits marquants de la période*.

3. Souscription/remboursement d'emprunts

Le Groupe Pernod Ricard a procédé au cours de l'exercice à des émissions d'emprunts pour 489 millions d'euros et à des remboursements d'emprunts pour 499 millions d'euros. Ces mouvements correspondent principalement aux souscriptions et remboursements d'emprunts obligataires tels que décrits dans le paragraphe 2.2 de la Note 1.2 – *Faits marquants de la période*.

Par ailleurs, le Groupe a augmenté l'encours des Titres négociables à court terme pour 163 millions d'euros.

Le Groupe a également versé 61 millions d'euros au titre de ses dettes locatives, dont 54 millions d'euros relatifs au remboursement du nominal et 6 millions d'euros relatifs à des paiements d'intérêts présentés dans les flux opérationnels.

Note 6. Informations complémentaires

Note 6.1. Capitaux propres

1. Capital social

Le capital social du Groupe n'a pas évolué entre le 1^{er} juillet 2021 et le 31 décembre 2021 :

	Nombre de titres	Montant en millions d'euros
Capital social au 30/06/2021	261 876 560	406
Capital social au 31/12/2021	261 876 560	406

Toutes les actions Pernod Ricard sont des actions émises et entièrement libérées pour une valeur nominale de 1,55 euro. Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions Pernod Ricard, qui, sous réserve d'une inscription nominative ininterrompue de 10 ans, acquièrent un droit de vote double.

2. Titres autodétenus

Au 31 décembre 2021, Pernod Ricard et ses filiales contrôlées détenaient 2 313 235 titres Pernod Ricard pour une valeur de 399 millions d'euros, dont 250 millions d'euros acquis au cours de la période au titre du programme de rachat d'actions annoncé le 1^{er} septembre 2021.

Ces titres autodétenus sont présentés en déduction des capitaux propres à leur coût d'acquisition.

3. Dividendes versés et proposés

Suite à la résolution approuvée par l'Assemblée Générale Mixte du 10 novembre 2021, le dividende total au titre de l'exercice clos le 30 juin 2021 s'élève à 3,12 euros par action. Un acompte de 1,33 euro par action ayant été versé le 7 juillet 2021, le solde, soit 1,79 euro par action, a été mis en paiement le 24 novembre 2021.

Note 6.2. Paiements fondés sur les actions

Le Groupe a constaté une charge de 17 millions d'euros en résultat opérationnel au titre des plans de *stock-options* et d'actions de performance au 31 décembre 2021. Les plans de *stock-options*, d'actions de performance et d'actions gratuites sont dénoués en actions (*equity settled*).

Le nombre d'options/d'actions en circulation a évolué de la façon suivante entre le 30 juin et le 31 décembre :

	En unité
Nombre d'options / actions en circulation au 30 Juin 2021	1 401 955
Nombre d'options levées / actions acquises au cours de la période	(214 611)
Nombre d'options / actions annulées au cours de la période	(41 524)
Nombre d'options /actions nouvellement attribuées au cours de la période	237 306
Nombre d'options / actions en circulation au 31 Décembre 2021	1 383 126

Note 6.3. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan donnés du Groupe se portent à 2 312 millions d'euros au 31 décembre 2021, contre 2 340 millions d'euros au 30 juin 2021.

Les engagements hors bilan reçus du Groupe se portent à 3 452 millions d'euros au 31 décembre 2021, contre 3 450 millions d'euros au 30 juin 2021.

Note 6.4. Passifs éventuels

Pernod Ricard a reçu plusieurs notifications de redressement pour les exercices 2007 à 2018, concernant spécifiquement, pour un montant de 8 811 millions de roupies indiennes (soit 104,6 millions d'euros, incluant les intérêts), la déductibilité fiscale de dépenses de promotion et de publicité. Il convient de noter que le niveau et le montant de ce risque ont été progressivement et significativement réduits au cours des dernières années et la Société a obtenu deux décisions judiciaires en sa faveur en 2020 au titre des exercices 2006/07 à 2013/14. Ces décisions judiciaires renforcent encore la position prise par Pernod Ricard India sur la déductibilité fiscale des dépenses de promotion et de publicité. Confortée par ces décisions et avec le soutien de ses conseils fiscaux, Pernod Ricard India va continuer à contester le bien-fondé de ce chef de redressement et estime son succès probable en contentieux. En conséquence, aucune provision n'a été constituée à ce titre.

Note 6.5. Litiges

Dans le cadre normal de ses activités, Pernod Ricard est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires individuelles et collectives, gouvernementales, arbitrales et administratives.

Une provision au titre de ces procédures n'est constituée en « autres provisions pour risques et charges » (cf. Note 4.5 – Provisions) que lorsqu'il est probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement, et que son montant peut être évalué de manière fiable. Dans ce dernier cas, le montant provisionné correspond à la meilleure estimation du risque. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du niveau de risque au cas par cas, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation de ce risque.

Le montant des provisions enregistrées par Pernod Ricard au 31 décembre 2021 au titre de l'ensemble des litiges ou risques dans lesquels il est impliqué s'élève à 387 millions d'euros, contre 366 millions d'euros au 30 juin 2021 (cf. Note 4.5 – Provisions), hors positions fiscales incertaines comptabilisées en passif d'impôt exigible. Pernod Ricard n'en fournit pas le détail (sauf exception), considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage, procédure gouvernementale ou judiciaire ou fait exceptionnel (y compris toute procédure, dont l'émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 6 derniers mois une incidence significative sur la rentabilité de la Société et/ou du Groupe, autres que ceux décrits ci-dessous.

Litiges relatifs aux marques

Havana Club

La marque « Havana Club » est détenue dans la plupart des pays par une joint-venture dénommée Havana Club Holding SA (HCH), dont Pernod Ricard est actionnaire, et est enregistrée dans plus de 160 pays où le rhum Havana Club est commercialisé. Aux États-Unis, la marque est détenue par une société cubaine (Cubaexport). Les droits de propriété portant sur cette marque sont actuellement contestés aux États-Unis, par une société concurrente de Pernod Ricard.

Une loi américaine relative aux conditions de protection des marques précédemment utilisées par des entreprises nationalisées a été adoptée en 1998, puis condamnée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2002. Mais à ce jour les États-Unis n'ont pas modifié leur législation afin de se conformer à la décision de l'OMC :

1. L'OFAC (Bureau de contrôle des actifs étrangers aux États-Unis) a estimé que cette même loi avait pour effet d'empêcher tout renouvellement de la marque « Havana Club », détenue aux États-Unis par la société Cubaexport depuis 1976, sans obtenir de licence spécifique de l'OFAC. En août 2006, conformément au refus de l'OFAC d'attribuer une licence spécifique, l'Office américain des brevets et des marques (USPTO) a refusé le renouvellement de ladite marque « Havana Club ». Cubaexport a adressé une requête au Directeur de l'USPTO visant à infirmer cette décision de non-renouvellement et a intenté une procédure distincte à l'encontre de l'OFAC contestant tant la décision de l'OFAC que les textes législatifs et réglementaires appliqués par ce dernier. En mars 2009, le Tribunal du District de Columbia déboutait Cubaexport de ses demandes. En mars 2011, la Cour d'Appel a privé, à deux voix contre une, la possibilité pour Cubaexport de renouveler sa marque. Un recours a été présenté le 27 janvier 2012 devant la Cour Suprême avec le soutien de la France, du National Foreign Trade Council et de la Washington Legal Foundation, lequel a été déclaré irrecevable le 14 mai 2012. En novembre 2015, Cubaexport a de nouveau demandé à l'OFAC une licence spécifique pour le renouvellement de la marque aux États-Unis. Le 11 janvier 2016, l'OFAC a accordé à Cubaexport la licence demandée et le 13 janvier 2016, la requête devant le Directeur de l'USPTO a été déclarée recevable et la marque a été renouvelée pour la période de 10 années finissant le 27 janvier 2016. Une nouvelle demande de renouvellement pour une période de 10 années à compter du 27 janvier 2016 a été accordée.

2. Une société concurrente du Groupe a saisi l'USPTO, sollicitant l'annulation du dépôt de la marque « Havana Club » aux États-Unis. En janvier 2004, l'USPTO a rejeté cette action, refusant ainsi l'annulation du dépôt de la marque. Cette décision ayant fait l'objet d'un appel, une procédure judiciaire est actuellement en cours devant le Tribunal Fédéral du District de Columbia. Cette procédure a été suspendue dans l'attente de la décision de l'USPTO concernant la requête susvisée de Cubaexport. À la suite de l'acceptation de la requête auprès du Directeur de l'USPTO, cette procédure judiciaire a repris son cours et la partie demanderesse a amendé sa plainte. En réaction, Cubaexport et HCH ont déposé deux requêtes en 2016 : une requête visant à obtenir le rejet de l'ensemble des demandes formulées à leur encontre ainsi qu'une requête visant à obtenir une procédure accélérée sur certains aspects. Les deux requêtes ont fait l'objet d'un exposé complet et sont en attente d'une décision de la Cour. En février 2021, HCH et Cubaexport ont déposé une requête d'autorisation supplémentaire auprès du Tribunal Fédéral du District de Columbia. À ce jour, après le dépôt de notre requête d'autorisation supplémentaire, l'affaire n'est plus répertoriée comme suspendue au rôle du Tribunal Fédéral du District de Columbia. Nous attendons maintenant l'ordonnance de la Cour sur les deux requêtes.

Ces risques constituent un frein potentiel au développement de l'activité du Groupe mais aucune obligation résultant de ces événements n'est à prévoir. La résolution de ces litiges constituerait une opportunité pour le développement de l'activité du Groupe.

Litiges fiscaux

Les sociétés du Groupe font régulièrement l'objet de contrôles par les autorités fiscales des pays dans lesquels elles sont enregistrées.

L'estimation du risque relatif à chaque litige fiscal est revue régulièrement par chaque filiale ou région et par la Direction Fiscale du Groupe, avec l'aide de conseils externes pour les litiges les plus significatifs ou complexes. Des provisions sont constituées le cas échéant. Pernod Ricard n'en fournit pas le détail, considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige fiscal en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

Inde

Pernod Ricard India (P) Ltd est engagée dans un litige avec les douanes indiennes portant sur la valeur déclarée du concentré de boisson alcoolique (CAB) importé en Inde. Les douanes contestent les valeurs déclarées en faisant valoir que certains concurrents utilisent des valeurs différentes pour l'importation de produits similaires. Ce litige a été soumis à la Cour Suprême qui a rendu en juillet 2010 une décision fixant les principes à retenir pour déterminer les valeurs servant de base aux droits à payer. Pernod Ricard India (P) Ltd s'est d'ores et déjà acquittée des montants correspondants sur la période antérieure à 2001. S'agissant de la période entre 2001 et décembre 2010, Pernod Ricard India (P) Ltd a versé la quasi-totalité du reliquat des droits, tels que déterminés par les douanes de Delhi suite à la première notification de redressement reçue en 2011. Une seconde notification reçue en 2013, confirmée le 14 août 2017, a été suspendue par la Cour Suprême. La Société poursuit activement ses discussions avec les autorités et juridictions.

Pernod Ricard India (P) a également des débats avec les autorités douanières indiennes sur la valeur de transaction des produits internationaux importés en Inde. Cela fait l'objet de discussions avec les autorités et juridictions compétentes.

Par ailleurs, Pernod Ricard India (P) a reçu plusieurs notifications de redressement relatives aux années 2006/07 à 2017/18 concernant la déductibilité fiscale de dépenses de promotion et de publicité (cf. Note 6.4 – Passifs éventuels). Pernod Ricard India (P) a obtenu deux décisions judiciaires en sa faveur en 2020 au titre des exercices 2006/07 à 2013/14 renforçant sa position sur la déductibilité fiscale des dépenses de promotion et de publicité.

À noter, les litiges mentionnés ci-avant ne font l'objet de provisions qui sont le cas échéant comptabilisées en autres provisions pour risques et charges (cf. Note 4.5 – Provisions) ou en passif d'impôt exigible (cf. Note 3.3 – Impôt sur les bénéfices) que s'il est probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement dont le montant peut être évalué de manière fiable. L'évaluation des provisions correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources permettant l'extinction de cette obligation.

Litiges commerciaux

Colombie

Le 14 novembre 2017, deux plaintes distinctes auprès de l'Autorité de la concurrence colombienne (Superintendencia De Industria Y Comercio) ont été déposées conjointement par le département de Cundinamarca (Colombie) et la société Empresa de Licores de Cundinamarca (société de distillation détenue à 100 % par le département) contre Pernod Ricard SA, Pernod Ricard Colombia SA et l'un de ses concurrents. Fin décembre 2020, Pernod Ricard Colombia a reçu la notification d'une plainte similaire, initialement déposée en septembre 2019 par les départements de Valle et d'Antioquia (ainsi que ses entreprises de distillation détenues à 100%). Les sociétés mises en cause auraient violé le Colombian Unfair Competition Act, notamment ses articles 7 et 18, en ayant illégalement importé des spiritueux en Colombie. L'importation présumée aurait permis aux sociétés d'obtenir un avantage compétitif déloyal sur les producteurs locaux. Les plaignants demandent des dommages et intérêts correspondant à la perte de profits et impôts sur la période 2013/17 (2019 dans le cas de Valle et Antioquia).

Pernod Ricard conteste vivement ces plaintes et se défendra activement contre ces allégations. Il est à noter que ces plaintes reprennent les éléments du procès qui avait été fait en 2004 devant les tribunaux New Yorkais par Cundinamarca, la république de Colombie et d'autres départements de Colombie ; procès auquel les plaignants avaient renoncé en 2012.

Note 6.6. Parties liées

Au cours du premier semestre clos le 31 décembre 2021, les relations entre le Groupe et les sociétés liées sont restées comparables à celles de l'exercice clos le 30 juin 2021, mentionnées dans le Document d'enregistrement universel. En particulier, aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de cette période.

Note 6.7. Événements post-clôture

Il n'existe pas d'événements post-clôture de nature à avoir une incidence significative sur les comptes du Groupe.

Note 7. Périmètre de consolidation

Les principales variations de périmètre au 31 décembre 2021 sont présentées dans la *Note 1.2 – Faits marquants du semestre*.

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} juillet 2021 au 31 décembre 2021

Aux Actionnaires de la société Pernod Ricard S.A.,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés de la société Pernod Ricard S.A., relatifs à la période du 1^{er} juillet 2021 au 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que ces comptes consolidés semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels condensés.

Paris La Défense, le 10 février 2022

Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit

Deloitte & Associés

Département de KPMG S.A.

Eric Roper

Caroline Bruno-Diaz

Marc de Villartay

Associé

Associée

Associé



Pernod Ricard

Créateurs de convivialité